



QUESTIONS SUR L'AVENIR DU TRAVAIL DE MÉMOIRE

Les 20 et 21 janvier 2017 le colloque *Questions sur l'avenir du travail de mémoire* s'est tenu à Esch-sur-Alzette, au Grand-Duché du Luxembourg. Les cinq articles de ce dossier tirés des actes du colloque tentent de répondre aux questions suivantes : Comment construire une mémoire critique de la Shoah, dénuée de mythes et de fragmentation nationale ? Comment anticiper l'absence de témoins directs ? À l'avenir, qui transmet quoi, et comment ?

Tous nos remerciements à Monsieur Frank Schroeder, Directeur du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette.

(Le colloque)

Pour le Musée national de la Résistance, petite institution située à Esch-sur-Alzette, au sud du Grand-Duché de Luxembourg, le contexte du paysage mémoriel est spécifique : au cours des dernières années, celui-ci a été complètement bouleversé, suite à l'émergence d'associations et d'initiatives privées comme MemoShoah asbl, mais surtout grâce à la volonté politique de lui donner une nouvelle orientation et la tentation de calmer des tensions entre différents groupes de victimes du nazisme. Trois centres de documentation ont fermé et de nouvelles structures ont été créées, comme le Comité de la Mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, regroupant désormais les résistants, les enrôlés de force dans la *Wehrmacht* et la communauté juive. La recherche historique a été confiée au nouvel Institut d'histoire du temps présent/Luxembourg Center for Contemporary and Digital History, à l'Université du Luxembourg, qui a repris une partie du personnel des centres de recherche dissouts. Pour superviser la mémoire et la commémoration, un Service de la mémoire a été créé au ministère d'État. Au milieu de tous ces remaniements, le musée d'Esch, qui a fêté son 60^e anniversaire en 2016.

En 2016, au Grand-Duché, des institutions et un comité étaient donc en train de s'inventer, de définir leurs tâches et approches futures. Il fallait par ailleurs tenir compte d'un musée vieillissant pour lequel la décision d'un renouvellement et d'un agrandissement venait juste d'être prise. C'était pour celui-ci une période d'intenses questionnements et d'élaboration de nouveaux concepts.

C'est dans ce cadre que nous avons décidé d'organiser un colloque international afin de lancer une discussion publique sur l'avenir du travail de mémoire. Nous voulions que le débat dépasse le Luxembourg – dans l'esprit des réseaux et des partenariats qui s'étaient constitués au cours des dernières années dans la grande région (Luxembourg, Wallonie, Lorraine, Sarre et Rhénanie-Palatinat), dans l'esprit du projet Interreg « Land of Memory ». Nous avons l'ambition que ce colloque puisse être « d'utilité publique », et qu'il devienne un événement participatif, permettant à des spécialistes et à des citoyens engagés de discuter ensemble et de dessiner des pistes pour l'avenir de la mémoire – ou plutôt du travail de mémoire – axées sur l'éducation à la citoyenneté.

La palette impressionnante de spécialistes – d'un côté des scientifiques et chercheurs, de l'autre des praticiens –, la grande diversité des sujets présentés, la qualité des discussions ainsi que le nombre surprenant de visiteurs – entre 120 et 150 par panel – ont contribué à la haute qualité du colloque. ■

Frank Schroeder

Directeur du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette

La place de la Shoah dans notre culture mémorielle

Un demi-siècle après le génocide des Juifs européens, 800 000 Tutsis et Hutus modérés sont tués au Rwanda en l'espace d'à peine trois mois. Confrontée à l'explosion d'une violence qu'elle pense à plusieurs égards similaire à celle qu'elle a elle-même subie, Simone Veil se remémore sa propre expérience. Lors d'un entretien croisé avec Esther Mujawayo, rescapée rwandaise, elle avoue être atterrée par la situation au Rwanda :

Pour moi, le Rwanda, c'est une page particulièrement douloureuse de toutes ces années, depuis le retour du camp. Nous avons vraiment espéré qu'une telle barbarie ne se reproduirait pas...¹

À peu près à la même époque, Innocent Rwililiza, lui aussi rescapé du génocide rwandais, confie au reporter français Jean Hatzfeld :

J'ai lu qu'après chaque génocide les historiens expliquent que ce sera le dernier. Parce que plus personne ne pourra accepter une pareille infamie. Voilà une blague étonnante².

On le sait désormais : génocide se décline au pluriel. La Shoah n'était ni



le premier, ni le dernier du XX^e siècle. Néanmoins, elle continue à fonctionner comme « paradigme » de la folie exterminatrice, de par sa portée symbolique et interprétative. Comme l'affirme Catherine Coquio : « Auschwitz restera un creuset de méditation sur les confins de l'inhumain, un témoignage-repoussoir des possibilités délirantes de l'antisémitisme allemand et européen, et la biopolitique de l'État-nation moderne. »³ L'auteure préconise notamment le développement d'une mémoire *critique* qui ne se contente pas de la rhétorique parfois stérile du « devoir de mémoire ».

(1) Esther Mujawayo et Souâd Belhaddad, *Survivantes*, Paris, Éditions de l'Aube, 2004, p. 282.

(2) Jean Hatzfeld, *Dans le nu de la vie. Récits des marais rwandais*, Paris, Seuil, 2000, p. 105.

(3) « Du malentendu », in Catherine Coquio (dir.), *Parler des camps, penser les génocides*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 55.

Heidemarie Uhl le démontre parfaitement dans le premier article de ce dossier : la culture mémorielle qui s'est développée au milieu des années 1980 en Europe s'avère propice à l'élaboration d'une telle mémoire critique. Les « mythes de l'après-guerre », ces récits nationaux focalisés sur la figure du peuple opprimé ou celle du héros résistant, ont commencé alors à s'éroder. La nouvelle génération (la *generation of memory* suivant la formule de Jay Winter) a bien compris que la mémoire, si elle veut être le fondement d'une politique des droits de l'Homme et de la solidarité, sera transnationale. Et c'est le souvenir de la Shoah qui constituera le point d'ancrage de cette nouvelle culture mémorielle globale. La « Déclaration de Stockholm », adoptée lors du Stockholm International Forum on the Holocaust, en 2000, souligne l'importance de l'enseignement de l'Holocauste afin de lutter aujourd'hui contre le génocide, le nettoyage ethnique, le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Les 31 États membres de l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) se chargent d'appliquer ces principes.

La « dénationalisation » de la mémoire de la Shoah s'oppose alors à l'articulation « nationale » de la question des Justes, thème repris par François Wisard dans le contexte suisse. Effectivement, la notion de « Juste suisse » paraît peu pertinente pour désigner des personnes de double nationalité, des sauveteurs dont la nationalité a changé au cours du temps, qui sont originaires de pays dont les frontières ont été modifiées, ou qui sont honorés pour des actions réalisées dans un autre pays. Toutefois, le thème des Justes, et plus généralement celui du sauvetage des Juifs, occupe aujourd'hui une place importante dans le travail de mémoire

de la Shoah en Suisse, en témoigne l'essor de matériels pédagogiques élaborés ces dernières années. François Wisard confirme que l'acte de courage altruiste dont le Juste est le symbole « invite les élèves à réfléchir sur les choix possibles, sur une marge de manœuvre – probablement plus étendue qu'on ne pourrait l'imaginer – dans des situations tragiques. » En même temps, il nous met en garde contre les pièges liés à l'utilisation de la figure du Juste. En se focalisant sur les « grandes figures exemplaires », mais pas forcément « représentatives », telles Carl Lutz ou Paul Gruniger en Suisse, on risque de présenter aux élèves un idéal trop « héroïque » qui reste inatteignable, ou encore de faire l'impasse sur la dimension collective de certaines actions.

La mémoire de la Shoah occupe aujourd'hui une place centrale dans les questions mémorielles, mais la reconnaissance de cette mémoire fut loin d'être une évidence – et ne l'est toujours pas – en Israël. Gideon Greif nous rappelle que la Shoah a certes « toujours accompagné et marqué la société israélienne depuis la période précédant les jours de la création de l'État », les survivants immigrés ont pourtant longtemps été marginalisés. Le comportement des Juifs européens victimes du nazisme, « conduits comme des moutons à l'abattoir » selon certains, ne correspondait pas aux valeurs fondamentales de la société israélienne. La guerre israélo-arabe de 1948 a davantage relégué la question du trauma des survivants à l'arrière-plan. Ce n'est qu'en 1961, avec le procès de Adolf Eichmann, que les Israéliens prennent « vraiment » connaissance de l'histoire de la persécution et de l'extermination des Juifs d'Europe. La réflexion de Gideon Greif à ce propos fait écho aux

observations d'Annette Wieviorka qui, dans son ouvrage *L'Ère du témoin*⁴, soutient que le procès Eichmann marque un véritable tournant dans l'émergence de la mémoire du génocide en raison de l'instrumentalisation du témoignage. En effet, en parallèle à l'intensification du travail historiographique (le prestige de ce type de recherche dans les universités) et institutionnel (l'importance de Yad Vashem), un corpus de témoignages se développe en Israël. Il permet aux survivants de finalement participer au débat public et aux nouvelles générations de construire un rapport personnel avec ce passé douloureux.

Témoignage et transmission

Depuis les années 1960, le témoignage, et en général la rencontre avec les témoins, constitue donc un élément essentiel du travail de mémoire de la Shoah. Il devient le dispositif préféré de la transmission, du « passage ». Grâce à son récit partiel, hésitant et souvent lacunaire, le témoin survivant, voilà bien le principe de base, « donne un visage » à l'événement traumatique et, en faisant appel à l'empathie, provoque une prise de conscience auprès du grand public. Il est inquiétant, dès lors, de constater avec Gideon Greif que les derniers témoins directs disparaissent. Leur absence a été anticipée par les campagnes d'enregistrement vidéo des années 1990 et 2000, initiées avec le projet Fortunoff de Geoffrey Hartman à Yale, puis reprises par la Fondation Spielberg. Pourtant, il semble qu'il y ait autre chose en jeu que la seule disparition des témoins.

Revenons à Simone Veil et à sa réaction par rapport aux événements du Rwanda. Face à un nouveau génocide malgré cinquante ans de commémorations et de témoignages sur la Shoah, elle exprime ses doutes sur l'utilité du témoignage qui, plutôt que marquer une rupture, semble entrer dans une

(4) Annette Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Hachette Littérature, 2002.

logique de continuité. On retrouve le même raisonnement chez Philip Gourevitch, journaliste américain et auteur d'un livre sur le Rwanda, qui se souvient de sa visite à l'US Holocaust Memorial Museum en mai 1994. Pendant qu'il attend son tour dans la file qui caractérise toute attraction touristique, son regard tombe sur une photo à la Une du journal – des cadavres boursoufflés flottant dans une rivière :

Un groupe d'employés du musée arriva pour prendre son travail. Sur leur blazer marron plusieurs portaient les insignes, vendus un dollar pièce à la boutique du musée, frappés des slogans « Souvenez-vous » et « Jamais plus ». Le musée n'avait qu'un an ; lors de son inauguration, le président Clinton l'avait présenté comme « un investissement dans l'avenir sûr contre toute folie future. » Apparemment, il voulait simplement dire que les victimes d'exterminations à venir pouvaient désormais mourir paisiblement, en sachant qu'un sanctuaire existait à Washington où leurs souffrances pourraient être commémorées, mais à l'époque ces paroles semblaient riches d'une promesse plus hardie⁵.

La culture mémorielle est censée constituer un moyen préventif pour lutter contre les systèmes autoritaires et le racisme, mais l'éclatement de violence ethnique au Rwanda, puis en ex-Yougoslavie, nous oblige à repenser les fondements du travail de mémoire. En 2014, Philippe Mesnard soulevait déjà le problème dans l'édito de notre revue : le lieu commun de la « disparition des témoins » signale en réalité le désarroi de ne pas avoir trouvé de modèle efficace pour la transmission d'une expérience radicale et collective. Primo Levi lui-même, dans *Les Naufragés et les res-*

capés (1985), a constaté la faillite de la transmission testimoniale qui perdait, par sa forme stéréotypée, de sa pertinence dans le monde contemporain. C'est là « le véritable problème de notre âge »⁶, une question qui traverse comme un fil rouge les deux derniers articles de ce dossier. En effet, *qui transmet quoi et comment ?*

Yves Lapid, responsable du département pédagogique du Mémorial du camp de Mauthausen de 2007 à 2013, s'intéresse à la dynamique des visites des lieux de mémoire. Plus particulièrement, il met en cause l'efficacité du parcours traditionnel où le guide tient un exposé de deux heures devant un public passif et choqué par la brutalité du récit. Il décide alors d'élaborer une méthode pédagogique qui encourage les visiteurs à découvrir le site avec davantage d'interactivité, à penser sa signification aujourd'hui, et à développer un savoir historique de manière autonome. La tâche du guide-transmetteur est ici limitée à « aider les visiteurs à décrypter ce qu'ils voient » et à stimuler la discussion. L'accès direct à des sources documentaires (des photos et des témoignages écrits), puis l'observation des lieux s'avèrent essentiels. Comme Heidemarie Uhl, l'auteur souligne d'ailleurs l'importance de déconstruire certains mythes – le « mythe victimaire autrichien », en l'occurrence – et d'illustrer notamment à quel degré le camp de Mauthausen faisait partie intégrante de la société autrichienne de l'époque, et de la vie des villageois.

Le « sujet post-mémoriel », dont Sébastien Fevry dessine ensuite les contours, constitue une autre réponse à la question de la disparition des témoins et offre de nouvelles perspectives de transmission dans l'ère numé-

rique. Le sujet post-mémoriel n'est ni témoin ni archiviste, mais un enquêteur qui explore des images « orphelines » (sans témoin), trouvées sur le Net, et qui renvoient donc à un passé qu'il n'a pas vécu. Ainsi, l'oubli contre lequel le sujet post-mémoriel lutte ne provient pas d'une raréfaction des documents du passé, mais au contraire, de leur abondance. À travers l'analyse de trois productions (une bande dessinée, un roman-enquête et un film), Sébastien Fevry montre comment les différents auteurs ne « se souviennent » pas au sens littéral, mais réagencent et recontextualisent des images anonymes pour les insérer dans une véritable dynamique mémorielle.

L'avenir de la mémoire, incontestablement, dépendra largement de notre capacité à repenser les principes de base et les stratégies du travail de mémoire tel qu'il a été conçu à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les derniers témoins directs de la Shoah disparaissent, ceux qui pendant des décennies nous ont appelé à la vigilance en partageant leurs histoires douloureuses avec un inlassable dévouement.

Les contributions de ce dossier nous indiquent que dans l'avenir, la mémoire sera transnationale et critique, dénuée de mythes, et s'appuiera sur de nouvelles pédagogies de transmission, de nouvelles figures mémorielles, et de nouvelles façons de remémorer. ■

Anneleen Spiessens

(5) Philip Gourevitch, *Nous avons le plaisir de vous informer que, demain, nous serons tués avec nos familles. Chroniques rwandaises* [1998], Paris, Denoël, 2002, p. 212.

(6) Édito, *Témoigner. Entre Histoire et Mémoire*, Paris, Kimé, n° 119, mars 2014.